

Un eurodéputé allemand CDU appelle à fixer le Parlement européen à Bruxelles

Union européenne Il propose, en contrepartie, d'installer l'Agence européenne des médicaments à Strasbourg.

Le Brexit va-t-il, par ricochet, aboutir à ce que le Parlement européen, qui partage ses activités entre Strasbourg et Bruxelles, fixe son siège unique dans la capitale européenne? C'est en tout cas le souhait de l'eurodéputé chrétien-démocrate allemand (CDU) Peter Liese qui a remis un argumentaire en ce sens à son groupe politique, le Parti populaire européen (PPE, droite et centre-droit), première force de l'hémicycle. *"De plus en plus d'élus s'insurgent contre l'obligation de se déplacer chaque mois pour quatre jours à Strasbourg"*, rappelle M. Liese. Jusque-là, rien de très neuf sous le soleil.

En novembre 2013, déjà, les députés européens s'étaient prononcés, à une large majorité, en faveur d'un siège unique pour le Parlement européen. Cette position a encore été réaffirmée en mai de cette année, lorsque 76% des élus ont approuvé le paragraphe d'un rapport sur les finances du Parlement européen, demandant au Conseil de préparer une feuille de route pour doter l'institution d'un siège unique. Aucun des deux textes ne précise que ce siège doit être Bruxelles – où se tiennent les réunions des commissions parlementaires et des groupes politiques et qui a l'avantage de la proximité avec la Commission européenne et le Conseil. C'est cependant assez évident pour qui lit entre les lignes.

De nombreux députés européens sont en effet las de la coûteuse transhumance mensuelle qui voit le Parlement européen quitter Bruxelles pour Strasbourg, avec armes et bagages. Dont coût financier et environnemental: plus de 114 millions d'euros et près de 1 900 tonnes de CO₂ par an.

Ce sont les Etats membres qui décident

Mais les députés européens peuvent adopter autant de résolutions qu'ils le souhaitent sur ce sujet, il n'en reste pas moins que la localisation des sièges des institutions européennes est inscrite dans les traités, et que si changement il devait y avoir, ce serait aux Etats membres d'en décider, à l'unanimité. Jusqu'ici, la France a toujours obstinément refusé d'ouvrir ce débat. Le Luxembourg, qui accueille le secrétariat général du Parlement européen n'y est pas plus favorable.

Les pro-Bruxelles sont conscients de cette réalité et avance que la

France ne céderait que contre une compensation pour Strasbourg. Peter Liese avance la proposition de relocaliser à Strasbourg, l'Agence européenne des médicaments (EMA), située à Londres, après la sortie du Royaume-Uni de l'Union. Oui mais: tout comme l'Autorité bancaire européenne (EBA), aussi basée à Londres, l'EMA suscite la convoitise d'une vingtaine d'Etats membres. Le Conseil européen débattrait de ce sujet, en novembre prochain, puis un vote sera organisé. Et pour l'heure, la ville dont la France pousse la candidature est Lille – on verra si c'est toujours le cas le 31 juillet, lors du dépôt des candidatures auprès de la Commission.

Il n'en reste pas moins que l'initiative de Peter Liese a provoqué un vif déplaisir dans les rangs des eurodéputés du parti français Les Républicains, également membre du PPE, et fervents défenseurs de Strasbourg. *"C'est la première fois qu'un député allemand de la CDU (le parti de la chancelière Merkel, Ndlr) agite le cocotier. Jusque-là, ils n'avaient jamais remis en cause le siège de Strasbourg"*, observe un insister. Selon nos informations, les députés européens LLR s'opposent à ce que le PPE, en tant que groupe parlementaire, préconise Bruxelles comme siège unique. Au moins l'un d'eux, Jérôme Lavrilleux, a menacé de quitter le PPE si tel devait être le cas.

De toute façon, la question ne se posera pas dans l'immédiat. L'agenda de la plénière prévoit bien un débat sur le siège du Parlement, ce mercredi, mais *"il n'y aura pas de vote de résolution"*, insiste-t-on, du côté du PPE. De plus, ce n'est pas demain que Bruxelles pourrait prétendre à être le siège unique du Parlement. Le bâtiment Paul-Henri Spaak qui abrite l'hémicycle est en mauvais état. Ce qui nécessite, selon deux études, des travaux de rénovation, voire une démolition du "PHS", suivie d'une reconstruction aux normes.

OleB

Les eurodéputés
français du parti
Les
Républicains
sont furieux et
défendent
Strasbourg bec
et ongles.